

1er novembre. Comme le dit Richard Vassakos, professeur agrégé d'histoire à Sérignan, dans son livre « *La croisade de Robert Ménard* », le maire de Béziers mène un combat idéologique et cela passe notamment par le Journal du Biterrois (payé par les contribuables). Ainsi, le journal de l'agglomération annonce que l'association SOS Maaloula remettra un chèque de 10 000 € à l'association d'extrême droite SOS Chrétiens d'Orient et qu'une conférence sur la Syrie sera également donnée par un ex otage à Bagdad, Alexandre Goodarzy. On apprend également que la paroisse de Corneilhan relance cette année la fête de Sainte-Céronne avec le matin une messe et une procession et l'après-midi une conférence et un concert d'orgue. À l'occasion de la fête de la bière, on apprend également que « *La bière est la preuve que Dieu nous aime et veut que nous soyons heureux* » Et évidemment il y a une double page sur le salon des santons et des crèches avec ce commentaire « *C'est sous la Révolution française que les santons prennent leur envol avec la religion catholique combattue par les autorités* ». Qu'importe, le petit peuple attaché aux traditions chrétiennes fabriquera lui-même ses crèches de la Nativité pour des célébrations dans le secret des foyers... Autre citation de ce journal de propagande : « *Aujourd'hui, les passionnés de santons ont de quoi faire : il en existe une infinité, à la fois issus du monde chrétien, l'enfant Jésus, Joseph, la Vierge, mais aussi du quotidien de la France profonde.* ».

5 novembre. Devant plus de 70 personnes réunit au Cercle Populaire Joseph Lazare et après une introduction du secrétaire de la section de Béziers du PCF, Richard Vassakos présentait son livre. Il a expliqué que Robert Ménard ne craint pas de s'approprier les hommes politiques classés à gauche en gommant une grande partie de leurs engagements comme on a pu le voir avec Jean Moulin, son secrétaire Daniel Cordier ou encore avec Jean Jaurès. Avec la rue rebaptisée « rue du commandant Denoix de Saint Marc, il utilise la dimension de Résistant pour camoufler son rôle au moment du putsch des généraux en avril 1961. De plus, il impose une vision de Béziers qui ne correspond nullement à son histoire. Sa crèche à la mairie, sa messe lors de la FERIA, sa présence à la cathédrale pour commémorer la Libération de la ville ne font sûrement pas partie des traditions biterroises. La bataille des noms de lieux publics est menée avec une ampleur inégalée. Les victimes du terrorisme sont particulièrement mises en exergue, surtout quand elles sont imprégnées d'un catholicisme reconnu. La discussion a fait état des attaques de Ménard, alors responsable de Reporters sans frontière, ~~de~~ contre divers pays engagés dans le socialisme : Cuba, Chine, Vietnam et Union soviétique. Révélateur de son anticommunisme fondamental !

6 novembre. Très discrètement, le Rassemblement national a fait escale à Sète. Étaient présents à cette réunion Jean-Lin Lacapelle, député européen, membre du bureau national du RN. Frédéric Bort, délégué départemental de l'Hérault, Sébastien Pacull, ancien adjoint et candidat RN aux dernières élections municipales et France Jamet, conseillère régionale du RN. Les leitmotivs des diverses interventions, « *Il faut rendre aux Français leur argent* », « *Macron a fait reculer la France* », étaient axés notamment sur « *la souveraineté, le droit du sol, l'insécurité, le coût de l'énergie, la pêche ou encore la priorité nationale* » Quant à Éric Zemmour, Jean-Lin Lacapelle a expliqué « *Il n'est pas encore candidat. Il est celui des médias. Marine Le Pen, elle, n'est pas dans une aventure personnelle. Les gilets jaunes ont mis au jour une crise démocratique. Il y a une rupture de confiance. Nous nous battons dans le calme, la sérénité, avec notre expérience.* »

9 novembre. La commission de discipline du District de l'Hérault de football a rendu ses décisions suite à l'agression contre Souleyman Dahrou, arbitre d'un match de foot qui a dégénéré à Marseillan

en octobre dernier. À l'origine de cette agression, le refus de l'équipe de Marseillan de montrer leurs pass sanitaires. L'arbitre a essuyé des insultes racistes. Un garçon de 16 ans lui a craché dessus et l'a frappé au ventre avec des chaussures à crampons. Le jeune garçon a ensuite harangué les autres joueurs en criant « *Tuez-le* ». D'autre part, l'entraîneur est accusé d'avoir lui aussi tenu des propos racistes après s'être énervé et le président du club a lui été suspendu de son mandat pour n'avoir pas rempli ses responsabilités de président concernant le pass sanitaire. L'arbitre reproche également aux deux dirigeants une passivité coupable. Une enquête pénale est en cours.

9 novembre. La mairie de Corneilhan, Bertand Gelly, (devenu un pro-Ménard) roule toujours sur les traces du maire de Béziers qui veut sabrer dans les budgets de sa commune. C'est ainsi qu'il a voulu supprimer le spectacle de Noël offert par la mairie pour les petits-enfants de la commune au nom des problèmes budgétaires. Cette décision a fait bondir l'association des parents d'élèves qui a décidé dans la foulée d'organiser elle-même son spectacle, or, comme par enchantement, le lendemain de cette décision, la mairie s'est ravisée et a décidé d'organiser quand même ce spectacle de Noël... Ce mode de gestion est très révélateur de ce maire qui avait déjà baissé de 40% toutes les subventions aux associations.

10 novembre. Dans le département voisin, Henri Lopez Terres, candidat remplaçant du RN aux dernières élections départementales dans l'Aude, était jugé pour « *Provocation publique à la haine ou la violence en raison de l'origine, l'ethnie, la nation, la race ou la religion* ». Parmi les gens notamment visés, Emmanuel Macron, qui selon lui « *devrait être traduit devant le tribunal de La Haye pour génocide.* » Sur l'équipe de France de football « *Une troupe de singes qui court derrière un ballon.* » Sur les migrants et les Arabes « *Des hordes sauvages sorties tout juste de leur jungle originelle... Arabes, migrants, qu'ils soient mineurs ou pas, sont des cafards qu'il faut balayer.* ». Cela dit, au cours du procès, Henri Lopez Terres a cherché à justifier ses propos devant le tribunal « *On a le droit de faire part de son indignation par rapport à la dégradation d'un pays que j'adore... Je n'ai fait qu'attirer l'attention sur une invasion de migrants. Tous les soirs, j'ai huit Pakistanais qui dealent devant chez moi. Ces gens se regroupent en cluster ethnique !* » Finalement le tribunal l'a condamné à huit mois de prison ferme et 2 500 € d'amende, dont 500 € avec sursis.

10 novembre. Nouvel article du Canard enchaîné concernant le non renouvellement de l'abonnement de la Pieuvre du Midi à la Médiathèque de Béziers. Robert Ménard a bien confirmé cette décision, le journal ayant le tort de ne pas être de la même obédience que lui. Christophe Pastor, son fidèle vice-président à la culture et maire d'Alignan-du-Vent a bien volontiers entériné cette décision. Le dirigeant de la MAM, Stéphane Million, a supprimé également d'autres titres « *il explique joliment que dans le cadre d'une restructuration du « pôle actualités » de la bibliothèque, il a dû faire un "désherbage".* Et de citer, sans rire, le magazine « *Jeune Afrique qui n'aurait pas trouvé son public* ». A propos de la liberté de la presse, le Canard enchaîné rappelle « *Le 7 octobre, chez Pascal Praud sur CNews, Robert Ménard pleurnichait encore en expliquant qu'il n'avait été invité sur France Inter « qu'il y a 4 ou 5 ans et depuis plus jamais. C'est juste mes impôts, ça me met hors de moi.* ». Ce qui au passage a aussi mis Praud dans une rage folle ». Le journal poursuit « *Le vrai problème, c'est surtout le gros mensonge de Ménard. Il avait été invité trois semaines plus tôt pour y promouvoir pendant 15 minutes son livre "Chère Marine". Ils servent aussi à ça les impôts de Ménard Robert et Praud Pascal* ».

10 novembre. La toute nouvelle association soutenue activement par le maire de Béziers, Espace Renaissance dirigée par Joël Fernandez a organisé un gala de solidarité afin de récolter des fonds pour construire une Maison Renaissance (800 000 euros quand même) permettant d'héberger des familles d'enfants hospitalisés de milieu modeste. 450 convives ont partagé ce repas dans la salle Zinga Zanga (probablement prêtée par la ville ?). Toute la galaxie ménardienne était présente. Les Ménard évidemment, des conseillers municipaux, le président d'honneur de l'ASBH etc. Le soutien du maire à certaines associations se fait en fonction de ses amis.

11 novembre. Présidentielle 2022. Un nouveau sondage pour l'Obs marque le premier recul d'Éric Zemmour au profit de Marine Le Pen. Ainsi, la chef de file du Rassemblement National est donnée à 18% d'intentions de vote contre 14% à Zemmour dans l'hypothèse d'une candidature Xavier Bertrand (LR). Emmanuel Macron recueillerait à lui seul 25% des voix. Pour l'heure, on se dirige vers un nouveau duel Macron-Le Pen. Cela dit, plusieurs enseignements proviennent également de ce sondage. Le premier, plutôt intéressant car si les hommes suivent largement Éric Zemmour, les femmes le rejettent en bloc (sans surprise vu la misogynie et le machisme qu'il a toujours défendu). En revanche, les jeunes voteraient avant tout pour Marine le Pen (25% devant Macron à 24%) et si on observe une forte popularité de Macron chez les cadres (34%), les ouvriers voteraient principalement pour Le Pen (à 32%) et pour Zemmour (à 16%). Ce qui représente 48% des voix. Enfin, si un Français sur deux (49%) a voté pour un candidat de gauche au premier tour d'une des dernières présidentielles, ils ne seraient aujourd'hui qu'un électeur de gauche sur trois à renouveler ce choix en 2022.

12 novembre. Interview dans le Midi Libre du nouveau directeur de l'Office du tourisme de l'Agglo, Jean Muller. Il était alors chargé de mission culture et tourisme depuis octobre 2020. Il s'occupait des équipements culturels de la Médiathèque de Béziers. Venant du privé « où l'on regardait la rentabilité de chaque projet, j'aurai un regard plus pointilleux sur la rationalité économique des actions entreprises par l'office du Tourisme. » dit-il. Cela promet surtout lorsque l'on apprend que le taux d'abonnés à la Médiathèque a chuté de près de 50% passant de 21655 à 11271 abonnés.

13 novembre. Dans la Pieuvre du Midi, nous avons remarqué 2 articles. Le premier est une interview de Chantal Lapuerta de l'association *Les Simone Veillent*, à propos des affiches de pub sexistes très « ménardiennes » qui se sont répandues dans la ville pour la fête de la Bière. On y voit deux jeunes femmes en tyroliennes avec ce slogan « *Plutôt brune ou blonde ?* ». Chantal Lapuerta : « *Encore une fois l'image de la femme est utilisée comme un objet de consommation, comme un objet sexuel sur une affiche placardée dans tout Béziers. C'est écœurant. Au-delà de la vision choquante, dégradante sur les femmes, il y a le côté incitatif à boire de l'alcool, quand on sait que c'est la première cause des violences conjugales faites aux femmes. La municipalité a démontré à plusieurs reprises qu'il y avait un réel souci avec les femmes à travers d'autres affiches, comme la femme ligotée et bâillonnée sur la voie ferrée pour la ligne TGV par exemple ou la "fessée". Il faut quand même se rendre compte qu'on paie, avec nos impôts, ces affichages horribles... En fait, c'est la copie conforme de l'image de la femme véhiculée par l'extrême droite, misogynie et conservatisme, on se croirait même à Munich avec les tenues...* »

Le deuxième article de la Pieuvre du Midi est le compte rendu d'une conférence de René Viénet à la Médiathèque André Malraux sur Olympe de Gouge. Annoncée comme un événement sur 3 pages dans le journal du Biterrois avec un débat sur le « *dévolement totalitaire de la Révolution française* » qui « *dérange depuis des années les profs stalinien ou les ignorants* » Faut dire que le journal de Ménard

est franchement anti-révolution française dans le style « *les tueurs qui s'emparent du pouvoir révolutionnaire détestent les femmes et les envoient à l'échafaud* » Suit un pamphlet digne des royalistes « *Danton et ses amis, organisent une gigantesque tuerie de 1 350 prisonniers, dont nombre de femmes et d'enfants, égorgés à coup de haches et de serpes. Marie-Olympe s'élève contre ces crimes de sang-froid* ». « *Elle sera donc guillotinée, alors qu'elle se déclare enceinte* ». Évidemment la Pieuvre explique « *À peine 80 personnes avaient pris le chemin de l'Auditorium de la MAM.* » Le public aurait dû se méfier, René Viénet quittait assez vite la Terreur et la Révolution pour aborder ses combats quasi obsessionnels « *contre les profs staliniens ou les ignorants* ». -Après une trentaine de minutes, René Vienet, (éditeur du livre) n'ayant plus rien à dire a enchaîné sur un long discours (2H30) visant Mao, Staline, Hitler, les professeurs marxistes et l'Université gangrenés par cette idéologie, Robespierre et St-Just étant devenus la cible obsessionnelle de cet ancien militant situationniste.

Aussi, comme le reconnaît le directeur en partance de la MAM, Stéphane Million, « *Un tiers du public est parti au bout de quarante minutes d'une introduction sans fin, un tiers au bout d'une heure parce que cela n'en finissait pas et un dernier tiers a applaudi, telle une victoire sans fair-play d'un Gaston.* » Pendant cette séance, un professeur du lycée Henri IV, présent dans l'assistance et jusqu'alors familier de la MAM, fit d'ailleurs une mise au point salutaire sur la mission des enseignants, sur la vérité historique, et récusait, sous les applaudissements d'une assistance de plus en plus clairsemée, la vision caricaturale du conférencier. À noter que la revue *Media*, fondée et dirigée par Emmanuelle et Robert Ménard, a accueilli un de ses articles de René Viénet et que ce dernier a longtemps résidé à Taïwan où il représentait la Cogema, fleuron de l'industrie nucléaire française »

15 novembre. Réunion du Conseil communautaire de l'agglomération. Ils ont voté une *délégation* des compétences de l'agglomération vers son président Robert Ménard. Ce qui veut dire que le maire de Béziers dépossède les autres vice-présidents de leurs compétences et s'octroie presque tous leurs pouvoirs. Nicolas Cossange (élu PCF) a interrogé Robert Ménard sur ce qui reste aux autres élus communautaires en ajoutant à juste titre « *la démocratie n'est pas vraiment votre fort* ». De son côté, Florence Taillade (groupe d'opposition) explique que Robert Ménard « *décide seul, se désintéresse de l'avis des autres maires, n'organise aucune réunion de travail sauf si il y est contraint par des actes réglementaires alors qu'il fait en permanence l'éloge de la concertation dans ses interventions télévisuelles* ». La Pieuvre du Midi avait expliqué que cette formulation dissimulait (mal) une dépossession des pouvoirs au Conseil communautaire.

Entre autres, le président sera désormais compétent pour :

- ▶ Préparer, passer, exécuter, régler ou résilier tous les marchés.
- ▶ Composer les jurys de concours, les convoquer, indemniser leurs membres.
- ▶ Intenter toutes actions en justice, fixer et régler les honoraires des avocats.
- ▶ Louer ou donner à bail tout "meuble ou immeuble".
- ▶ Attribuer toute subvention inférieure ou égale à 23 000€.
- ▶ Demander aux organismes publics ou privés toute subvention.
- ▶ Procéder à la réalisation de tout emprunt et ouvrir toute ligne de trésorerie dans la limite de 12 M€.
- ▶ Autoriser tout dégrèvement sur les factures des usagers et prononcer les admissions en non-valeur.
- ▶ Donner un avis sur les projets de PLU des communes limitrophes.
- ▶ Exercer le droit de préemption.

Bien d'autres attributions sont déléguées comme la participation aux actions de promotion économique, aux actions culturelles, sportives jusqu'aux subventions pour l'acquisition de vélos à assistance électrique. En résumé il ne restera plus maintenant au conseil d'Agglo que le vote du budget.

15 novembre. Un courrier a été adressé au président de l'OPH de l'Agglo, Gérard Abella, à propos d'une série de licenciements et de procédures en cours pour des faits de harcèlement au sein de l'office HLM. N'ayant aucune réponse de la part du président Pro-Ménard, Roselyne Pesteil a écrit aux membres du CA « *Je ne peux accepter la passivité dans cette affaire, certaines personnes sont en danger. Il semble urgent que tous ensemble nous débloquions cette situation.* En fait, les salariés de l'OPH mettent en cause la directrice générale adjointe compagne du président Abella qui est passée en 5 ans d'agent administratif à Directrice générale par intérim.

16 novembre. Article du journal en ligne, Envie à Béziers (EVAB) autour de la « *Présidence autoritaire" souhaitée par Robert Ménard* » : une des lectrices explique que lors des dernières élections, elle a collé un autocollant anti-Ménard sur l'affiche du candidat RN mais qu'une dame l'a vu en hurlant *sale gauchiste* pendant que son fils notait sa plaque d'immatriculation « *Quinze jours plus tard, je recevais un coup de fil de l'association dont je suis présidente. Robert Ménard en personne venait de les appeler pour leur demander de me dégager de la présidence, sans quoi, même si l'asso ne touche pas de subventions, finis les prêts de salles ou autres... pour ne pas mettre l'asso en péril, j'ai fait ma lettre de démission* ». Mais ce n'est pas tout « *Deux mois plus tard, la BAC s'est présentée à mon domicile pour me convoquer car le maire avait porté plainte contre moi pour diffamation et dégradation d'affiche électorale. Après deux heures passées dans les locaux, le major qui m'interrogeait m'a laissé sortir libre avec un rappel à la loi...Un mois plus tard, je devais me présenter devant le procureur de la république... Mais je suis tombée sur un proc bienveillant qui n'a pas vraiment approuvé que Robert Ménard ait fait pression pour me faire virer de l'asso. Notre entrevue s'est terminée sur ses mots : « C'est Ménard... »... Imaginons un instant, un Robert Ménard ministre de l'intérieur !*

16 novembre. Emmanuel Macron a visité l'entreprise *Genvia* de Béziers qui doit produire des électrolyseurs pour la filière hydrogène. Bien entendu les Ménard(s) sont allés le saluer lors de sa visite. Mais dans le *journal du Biterrois* ils s'approprient cette rencontre par ses mots « *Le Maire de Béziers et président de l'Agglo, Robert Ménard, et la députée de la 6ème circonscription de l'Hérault, Emmanuelle Ménard ont reçu le chef de l'État sur le site de la Cameron* ». Même pour l'aide de l'État de 200 millions d'euros à cette entreprise, on veut nous faire, dans ce journal, que c'est le maire qui a « *arraché ce contrat* ». Cela dit pour beaucoup de ses supporters, il en a fait des tonnes (pour ne pas dire de la lèche !). En effet, sur les réseaux sociaux, une majorité de followers (suiveurs) de Robert Ménard ont hurlé : « *Collabo* » ; « *Paillasson de Macron* » ; « *Girouette* »... Dans une interview sur *Boulevard Voltaire* Robert Ménard affirme que « *ses amis politiques*" se comportent comme les autres politiciens, en « *imbéciles* », en refusant a priori de « *reconnaître lorsqu'une décision d'Emmanuel Macron va dans le bon sens* ».

17 novembre. Éric Zemmour était jugé pour ses propos ignobles sur un plateau TV à l'encontre des mineurs isolés : « *Ils n'ont rien à faire ici, ils sont voleurs, ils sont assassins, ils sont violeurs, c'est tout ce qu'ils sont, il faut les renvoyer et il ne faut même pas qu'ils viennent* ». Si le potentiel candidat

raciste à la Présidentielle n'était pas présent lors de l'audience, la procureure de la République a en revanche estimé qu'il était coupable des chefs d'accusations. Pour elle « *Les limites de la liberté d'expression ont été franchies* » car « *Sous couvert de parler des mineurs, il vise la population immigrée* ». En conséquence, elle a réclamé « *100 jours amende à 100 euros* » (10 000 euros) en guise de condamnation. et 5 000 euros d'amende, pour la chaîne de télévision C-News qui a diffusé ces propos sans y voir un problème.

La décision du tribunal sera rendue le 17 janvier 2022. En attendant, les intentions de vote pour ce candidat baissent au profit de Marine Le Pen. D'autre part, quelques-uns de ses supporters le lâchent. Ainsi Jean-Marie Le Pen déclare qu'il a fini par « *brûler ses cartes sans s'en rendre compte* ». Et sa fille d'expliquer qu'il « *peut représenter une réserve de voix (pour le second tour) plus importante que celle de Nicolas Dupont-Aignan à la dernière présidentielle* ». Zemmour contribue-t-il à rendre le RN plus acceptable ?

17 novembre. Jacques Bompard (maire d'Orange et ami du couple Ménard) vient d'être condamné à un an de prison avec sursis, 30 000 euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité pour prise illégale d'intérêt après avoir facilité des transactions immobilières pour sa fille et lui-même via une société immobilière. Malheureusement pour les habitants de cette ville du Vaucluse, la dynastie Bompard continue car le maire sera sûrement remplacé par son fils Yann.

18 Novembre. Un agent de la BAC de Montpellier a été filmé en train de donner deux coups de poing au visage d'un homme interpellé et menotté avant qu'il ne soit embarqué, inconscient. La vidéo circule sur le Net. Les faits se déroulent, place de la Comédie, peu avant 6 heures du matin et concernent un groupe de fêtards qui viennent de taguer de « *gros blocs de bétons devant l'Opéra* ». Là, quatre individus surgissent d'une voiture banalisée de la Brigade anticriminalité (BAC) et se ruent sur eux sans se présenter, ni porter de brassard « Police ». La situation dégénère rapidement puisque l'homme violenté fait l'objet de quatre jours d'ITT pour une lombalgie, un hématome au nez et une lésion à la dent. Mais, chose incroyable, c'est lui qui est convoqué par le tribunal correctionnel pour violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique car, selon la version des policiers, l'individu interpellé a été « *violent et insultant* ». À ce niveau d'injustice, on se demande si la BAC de Montpellier veut rivaliser avec la police municipale de Béziers.

18 novembre. À l'initiative d'un groupe de travail lié à la paroisse protestante, une cinquantaine de personnes ont fait un cercle de silence pour dire « *Halte à la discrimination et à la traque aux migrants* », dénoncer un climat de surenchère xénophobe et demander la libération de 5 militants d'un collectif de sans-papiers...

18 novembre. Alors que plusieurs instituts de sondage confirment désormais le recul d'Éric Zemmour (de 19 à 17%) dans les intentions de vote pour les présidentielles, Robert Ménard commence à prendre ses distances avec son « ami qu'il avait reçu en grande pompe dans la salle Zinga Zanga. Invité sur BFMTV, le maire de Béziers, qui soutient Marine Le Pen et Éric Zemmour, a estimé que ce dernier avait fait une faute politique grave au Bataclan en s'en prenant à François Hollande le 13 novembre dernier devant les caméras de télévision. « *On ne peut pas parler de l'immigration, que de l'immigration, toujours de l'immigration. C'est une question centrale mais ce n'est pas la seule question* » a expliqué Robert Ménard en ajoutant : « *Je crois que ça finit par faire peur, les propos qu'Éric tient* » et « *Peut-être qu'il lui manque l'expérience de la vie* ». Un nouveau positionnement du

maire de Béziers ? En attendant il soutient toujours Marine Le Pen même s'il critique toujours son programme économique jugé pas assez libéral et trop à gauche (par exemple sur la retraite à 60 ans). Maintenant, il explique qu'il se sent maintenant plus proche d'Éric Ciotti. Au fond, Robert Ménard suit simplement la courbe des sondages tout en cherchant à se placer.

19 novembre. Bruits de « poudre » dans le Tarn-et-Garonne et en Gironde. Depuis leur interpellation, deux militants de l'extrême droite radicale ont été déférés et mis en examen pour « *association de malfaiteurs terroriste et provocation directe par un moyen de communication en ligne à un acte de terrorisme* ». Il s'agit de Dominique D, un jardinier, agent municipal à la mairie de Montauban, ville anciennement dirigée par la raciste, Brigitte Barèges et ex alliée de Robert Ménard, et d'un autre homme de 60 ans, chasseur et originaire de Saint-Denis-de-Pile, près de Libourne (Gironde), qui lui aurait vendu des armes. Ce dernier était connu de la justice pour meurtre et déjà condamné à une peine de réclusion criminelle. Les deux interpellés appartiennent à une tendance qui vise à accélérer et encourager les affrontements entre communautés pour que les « blancs » y survivent. Ils publiaient des messages très violents et expliquaient qu'il fallait se préparer à la guerre civile en s'armant. D'ailleurs, « *Plusieurs dizaines d'armes de toutes sortes, ainsi que du matériel entrant dans la composition d'explosifs* » avaient été découverts lors de perquisitions. Les deux militants échangeaient pour effectuer d'autres « *achats d'armes* », a précisé la source policière.

21 novembre. Le collectif « Air Saint Montimas » communique sur les gaz odorants à proximité de la décharge de Saint-jean-de Libron « *Cela fait 3 semaines que les odeurs sont fortement de retour mais pour les responsables de l'Agglo, ce n'est pas grave, c'est juste passager... car ils font des travaux.* » Merci M. Ménard qui affirmait il y a peu de temps encore « *prendre le problème à bras le corps* ».

23 novembre. Les arrestations se multiplient au sein de l'extrême droite violente, bien décidée à imposer ses thèses par la force. Il y a eu le procès de l'OAS en octobre dernier, puis de deux hommes (dont un de Montauban). Maintenant ce sont 13 membres du groupe Recolonisation France qui ont été interpellés en Ile-de-France et dans le Sud. Ils avaient appelé à constituer quatre groupes armés en vue d'une guerre civile, en raison de la présence de migrants. En fait tous ces groupes ont la même idéologie que les Ménard(s), Zemmour ou Le Pen. Ils luttent tous contre ce qu'ils appellent « le grand remplacement » et lancent des appels à la lutte raciale. Certains se contentent de diffuser la haine et les autres veulent passer à l'action. Parfois cela commence par des menaces. Ainsi, Mathieu Molard, le rédacteur en chef du média en ligne Street Press, « *a reçu 12 heures seulement après la sortie de leur enquête sur des militants soutenant la campagne d'Éric Zemmour, plusieurs milliers de messages publics ou privés d'insultes ou de menaces de mort* ».

25 novembre. Énorme succès à la Colonie Espagnole pour le concert de soutien à la Pieuvre du midi interdit dernièrement à la Médiathèque. Près de 500 personnes sont venues pour dire « *Non, Robert Ménard, le suffrage universel ne vous donne pas les prérogatives d'un roitelet sur son domaine. Non, la censure politique n'est pas normale en démocratie* ».

26 novembre. Au lendemain de la Journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes, le Zonta club de Béziers a fait déployer une guirlande de fanions orange près du parvis du théâtre municipal. pour sensibiliser les passants à ces drames. L'idée de regrouper tous les services impliqués en un même lieu et si possible près de l'hôpital est appuyée par la Ville et l'Agglo a expliqué Robert

Ménard et a le soutien de son épouse. Signalons tout de même que l'extrême droite tente de récupérer ce juste combat en désignant les étrangers comme les responsables de ces violences.

29 novembre. La Jeune Garde, organisation antifasciste, vient d'ouvrir une branche dans la ville languedocienne. Elle a été lancée sur la ville de Lyon en 2018 puis à Strasbourg et à Paris. La région lyonnaise est une terre d'implantation historique de l'extrême droite activiste : on y trouvait un centre de la Gestapo. Aujourd'hui ses héritiers, identitaires, néofascistes ou royalistes, utilisent Lyon régulièrement comme base arrière pour leurs agressions (attaques de manifestations, saccages de bars, de librairies, et coups de couteau). Mais Lyon est également la capitale de la Résistance. Un important mouvement antifasciste organise la riposte. Le dernier groupe en date reprend donc le nom historique de Jeune Garde, porté dans le passé par des groupes d'autodéfense liés au mouvement ouvrier. Il se réapproprie également le symbole des trois flèches. Après un développement rapide sur Lyon, d'autres villes rejoignent la dynamique, Strasbourg en 2019, puis Paris en 2020, aujourd'hui Montpellier. L'objectif : rendre l'antifascisme accessible à un maximum de personnes et participer aux mobilisations contre l'extrême-droite, voir les impulser en travaillant avec d'autres organisations syndicales ou politiques. Dans ce contexte, la Jeune Garde a également impulsé une campagne d'affichage et de tractages visant à informer la population sur ces dangers, en ciblant les discours d'Éric Zemmour et de Marine Le Pen durant cette campagne électorale. Se mobiliser contre les violences d'extrême droite (à Lyon, le 23 octobre, puis à Paris, le 27 novembre) n'a rien de folklorique au regard de l'actualité. Prochaine date : le 5 décembre, une inter-orga regroupant la centrale syndicale Solidaires, la CGT et la Jeune Garde appelle à contrer la venue d'Éric Zemmour à Paris.

29 novembre. Pendant plusieurs jours jusqu'au 3 décembre, le festival Migrant'scène de La Cimade de Béziers s'est tenu dans leurs locaux avec cette thématique haut combien actuelle « Résistance(s) ». Des projections de films, des animations, des expositions, des pièces de théâtres, ont eu lieu pour résister aux amalgames sur les migrations face au regain des discours de haine.